[Traduction]

LES PÊCHES—LES STOCKS DE SAUMON DE L'ATLANTIQUE—LA PRÉVENTION DU BRACONNAGE

M. Bob Corbett (Fundy-Royal): Monsieur le Président, je suis heureux d'avoir l'occasion de revenir sur une question que j'ai posée au ministre des Pêches et des Océans (M. De Bané) à propos de l'application du plan de gestion du saumon de l'Atlantique que le ministre a annoncé il n'y a pas longtemps à la Chambre. Ce qui me préoccupe, c'est l'administration et l'application du plan de gestion dans toutes les régions concernées. Je voudrais parler de la région du Nouveau-Brunswick.

● (1820)

Comme vous le savez, monsieur le Président, le plan de gestion comporte un ralentissement important de la pêche commerciale et sportive du saumon dans la province du Nouveau-Brunswick. Ces deux secteurs appuient beaucoup les efforts que le gouvernement déploie pour gérer la pêche de façon sérieuse. Par contre, peu de crédits ou aucuns n'ont été débloqués pour l'application du plan de gestion du saumon, ce qui est très inquiétant.

Dans la région de l'Atlantique, monsieur le Président, et surtout au Nouveau-Brunswick et dans d'autres régions, une portion importante du revenu de bien des citoyens dépend de la gestion du saumon, tant sur le plan commercial que sportif. Il faut absolument que ces personnes aient l'assurance que les sacrifices que leur demande le ministère et le ministre des Pêches ne soient pas vains. Le marché noir du saumon est florissant dans la région de l'Atlantique depuis bon nombre d'années à cause de la diminution des stocks de salmonidés. Cette question préoccupe beaucoup les écologistes et le ministère des Pêches depuis quelques mois; le programme que le ministre vient d'instaurer en est la preuve éclatante.

J'ai été extrêmement déçu que le ministre n'ait pas proposé d'accorder des crédits supplémentaires pour renforcer l'application de la loi en ce qui a trait à la gestion du programme. Je le répète, le saumon a toujours été un produit qui a fait les fortunes du marché noir dans notre région. Nous voudrions que les intéressés soient traités avec magnanimité.

Les gens qui vivent le long de nombreux cours du Nouveau-Brunswick sont touchés de très près par l'annonce du ministre. Parmi ces cours d'eau figurent les rivières Hammond, Restigouche, Miramichi, Upsalquitch, Nupisiquit, Dungarvan, Cannes, Nauwigewauk, Belisle, Kennebecasis, Washademoak, la rivière au Saumon et, naturellement, la principale, la rivière Saint-Jean. Beaucoup de fournisseurs de matériel s'inquiètent vivement de la décision qui a été prise. Un grand nombre de pêcheurs professionnels s'inquiètent à l'idée de perdre leur gagne-pain à cause de cette décision. D'innombrables personnes pratiquant la pêche sportive sont très préoccupées par les restrictions que leur impose le gouvernement. Ce n'est pas qu'ils ne soient pas prêts à contribuer à un programme de conservation. Pour ma part, je suis tout à fait prêt à collaborer et

L'ajournement

je sais que le gouvernement est disposé à faire de même. Nous savons que le saumon est une espèce en voie de disparition qu'il importe de protéger.

Néanmoins, toutes les catégories de la société, qu'il s'agisse des pêcheurs professionnels, de ceux qui pratiquent la pêche sportive ou des pêcheurs autochtones, devraient prendre suffisamment conscience du problème pour participer volontairement et concrètement au programme de conservation. Les pêcheurs autochtones attrapent une quantité énorme de poissons, quantité à laquelle ils ont droit depuis la Confédération. Selon moi, le gouvernement doit faire en sorte que l'application de la loi constitue une partie très importante du programme et que les sacrifices qu'il demande à ces personnes dans l'intérêt du programme de conservation ne profitent pas simplement au marché noir qui existe dans le secteur de la pêche au saumon.

● (1825)

Nous devons être extrêmement vigilants en tant que législateurs, lorsqu'il s'agit de la pêche au saumon au Nouveau-Brunswick, dans la région de l'Atlantique et à Terre-Neuve où elle est vitale pour des milliers de pêcheurs. Nous devons nous assurer que les sacrifices qu'on exige de nous, à titre de Canadiens de la région de l'Atlantique, ne soient pas inutiles à cause de l'apparition éventuelle d'un marché illicite. Pour surveiller la situation de près et empêcher l'apparition de ce marché, le gouvernement doit absolument reconnaître qu'il lui incombe de fournir des crédits, afin que l'on puisse veiller à l'application du programme et poursuivre ceux qui osent violer les règles du jeu.

[Français]

Mme Éva Côté (secrétaire parlementaire du ministre des Transports): Monsieur le Président, en réponse à la question, j'aimerais tout d'abord dire que la protection du saumon est particulièrement difficile et coûteuse, étant donné qu'il est facile de le pêcher dans des milliers de milles de cours d'eau éloignés et que ce poisson est très vulnérable. Je voudrais aussi me référer au résultat du rapport du groupe de travail qui a siégé sous la présidence du Dr Barry Muir. Ce rapport a été soumis au sous-ministre adjoint, M. Scott Parsons, il a été distribué à tous les membres du Comité consultatif du saumon de l'Atlantique, et il touchait les groupes intéressés, les collègues et les membres de la presse. Il insistait sur deux points incontestables: premièrement, sur le fait que les stocks de saumon de l'Atlantique connaissent un déclin sérieux comme vient de le décrire mon honorable collègue; et, deuxièmement, que des mesures draconiennes et immédiates sont nécessaires si nous voulons assurer une survie stable à cette espèce. Le plan de gestion du saumon de l'Atlantique de 1984, annoncé le 6 avril dernier, a été préparé dans le cadre de cette conservation sérieuse.